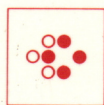


Condorcet, Prudhomme,
Guyomar...

Paroles
d'hommes
(1790-1793)

présentées par
Elisabeth Badinter



P.O.L.

Extrait de la publication

Paroles d'hommes
(1790-1793)

Condorcet, Prudhomme,
Guyomar...

Paroles d'hommes

(1790-1793)

P.O.L
8, villa d'Alésia, Paris 14^e

© P.O.L éditeur, 1989
ISBN : 2-86744-148-X

Préface

Rares sont les hommes de la Révolution qui s'intéressèrent au sort de leurs compagnes. Les témoignages significatifs concernant l'idée qu'ils se font des femmes, de leurs rôles et de leur statut ne dépassent guère la vingtaine. Encore faut-il y inclure les répétitions obsessionnelles de certains. Au total, ceux qui ont pris des positions publiques et argumentées sur ce sujet se comptent sur les doigts des deux mains.

Qui sont-ils ? Avant tout, des républicains, car nous avons exclu les rares témoignages royalistes qui recourent moins à l'argument qu'à la calomnie la plus grossière à l'égard de telle ou telle. L'intérêt majeur de la réunion de ces textes réside justement dans le fait que tous leurs auteurs se réclament de l'idéologie républicaine fondée sur la

liberté et l'égalité des citoyens. Qu'ils aient voté ou non la mort du roi, ils rejettent unanimement l'idée d'une hiérarchie naturelle entre les hommes et le principe du patriarcat politique. A leurs yeux, la fraternité des égaux devait se substituer à la relation verticale qui caractérise le pouvoir du père sur ses enfants. Force est de constater que s'ils modifièrent de façon décisive le statut juridique des femmes, ils furent dans l'ensemble beaucoup moins préoccupés des conditions de l'égalité des sexes.

Tous ces hommes qui parlèrent des femmes partagent un second point commun. A part Condorcet qui jouissait d'un grand prestige intellectuel, les autres ne sont que des seconds couteaux de la Révolution. Si la postérité a plus ou moins retenu les noms de Fabre d'Eglantine, Chaumette, Prudhomme, Romme, Amar et Santerre, aucun n'a l'aura d'un Mirabeau, d'un Danton ou d'un Robespierre. Lesquels furent étonnamment muets sur la question des femmes. Et si par chance, la mémoire collective ne les a pas totalement oubliés comme c'est le cas pour Guyomar ou même Lequinio, leur souvenir n'est jamais associé à leur prise de position sur les femmes, tant le sujet a semblé mineur, voire inintéressant aux ténors de l'histoire de la Révolution¹. A leurs yeux, les femmes n'ont joué aucun rôle spécifique et marquant, durant cette période. La Révolution s'est faite sans elles et leur condition n'était pas à l'ordre du jour.

1. A l'exception de Michelet qui leur consacra tout un livre : *Les femmes de la Révolution*. 1854. Cf. *Œuvres complètes*, t. XVI, Flammarion.

Certes, aucune femme n'a joué les premiers rôles dans cette tragédie sublime qu'est la Révolution française. Les deux seules qui ont laissé leur nom à la postérité — et dont nul ne dénie l'influence dans les coulisses — se présentent avant tout comme les épouses d'hommes puissants. A tout seigneur, tout honneur : Marie-Antoinette est la première, la personne la plus haïe de France qui concentre sur elle tous les fantasmes de peur et de rejet. Ceux-là sont d'autant plus puissants qu'ils se nourrissent de son silence officiel. La reine est la grande muette enfermée dans son château des Tuileries, qui jamais ne s'exprime publiquement. Ce qui permet de lui prêter toutes les intentions et surtout les pires. La seconde est Madame Roland, la femme du ministre de l'Intérieur en 1792 et l'égérie des Girondins. Si cette brillante bourgeoise au caractère d'acier, réunit dans son salon tout ce qui compte à l'époque et exerce sur beaucoup une réelle fascination intellectuelle et politique, elle prend toujours bien soin de ne pas apparaître sur le devant de la scène. Elle se dissimule derrière son mari et affecte de jouer à la femme idéale : silencieuse, soumise, bonne épouse et bonne mère. L'une et l'autre, reine de France ou de Gironde, n'ont jamais dit ou écrit le moindre mot en faveur des femmes. Aux yeux de la première, hors du commun, comme de la seconde, républicaine et fervente rousseauiste, leur condition n'appelait aucun changement ni remise en question.

Pourtant on ne peut en rester là, même si la majorité des historiens n'ont retenu que ces clichés. D'autres femmes ont tenté de se faire entendre durant la Révolution. Quelques-unes par la

plume ou la parole, la majorité par leurs cris dans les tribunes de l'Assemblée et des sociétés populaires, ou par leurs manifestations dans les rues. Reconnaissons-le : lorsqu'elles n'ont pas été tout simplement oubliées, leur portrait n'est guère flatteur. Deux sortes de femmes ont retenu l'attention. Les unes, anonymes¹, sont les femmes du peuple : ouvrières en textile (blanchisseuses, fileuses...), boutiquières, femmes des Halles, etc. Ce sont elles qui réagissent les premières en période de disette et prennent la tête des émeutes de la faim. Il en fut ainsi lors des journées d'octobre en 1789 et jusqu'en 1795. Ces femmes capables de tout lorsqu'elles ne peuvent plus nourrir leur famille, sont toujours décrites comme une force instinctive difficile à canaliser. Comme elles seront aussi les premières à demander des têtes sous la Terreur, elles font peur. Les rares descriptions parvenues jusqu'à nous les montrent laides, sales, échevelées et menaçantes. Plus proches de l'animalité que de l'humanité. Sourdes à tout raisonnement.

Mais la Révolution eut d'autres actrices : un petit nombre de femmes qui n'avaient guère meilleure presse aux yeux de leurs contemporains, des marginales en rupture de leur milieu : femme de lettres sachant à peine écrire comme Olympe de Gouges, chanteuse ou comédienne sans rôles telles Théroigne de Méricourt ou Claire Lacombe, baronne hollandaise aux origines douteuses comme Etta Palm. Ni épouses ni mères, ces femmes libres, parfois entretenues, vivaient d'expédients. Elles

1. Qui se souvient encore de Reine Audu ou de Marie Charpentier ?

étaient hors des normes de la respectabilité. Elles entraînaient pourtant derrière elles des femmes issues de la petite-bourgeoisie qui s'intéressaient à la politique, assistaient aux séances des sociétés populaires, et fondaient elles-mêmes, à Paris et en province, des clubs féminins. Que demandaient-elles ? Le droit au travail, à l'instruction, au divorce, et surtout l'exercice de leurs droits civiques comme des citoyens à part entière. Sans jamais remettre en cause les devoirs propres à leur sexe, ces femmes voulaient à tout prix devenir les égales des hommes et participer comme eux à la souveraineté populaire.

A de rares exceptions près, leurs contemporains n'ont pas été tendres avec elles. Cibles privilégiées de la presse royaliste et des bourgeois bien-pensants, elles ont toutes été moquées, caricaturées et traînées dans la boue. Une majorité d'historiens au XIX^e siècle, ramassant calomnies et mensonges, parfois même en créant de nouveaux, les ont cantonnées dans la rubrique des anecdotes scandaleuses. On leur inventa une sexualité débridée et une violence incontrôlable. Bref, on donna d'elles l'image de femmes peu respectables et dangereuses. En un mot : des folles. Aujourd'hui encore, dans certains dictionnaires de la Révolution, Théroigne de Méricourt est celle qui a tué le journaliste royaliste Suleau de sa main ; Olympe de Gouges une originale à la petite cervelle ; Etta Palm Aelders, une espionne au service de la Prusse ; et Claire Lacombe, une enragée. Rien là qui incite à les prendre au sérieux. Il aura fallu attendre la célébration du Bicentenaire et le développement des études féministes depuis une vingtaine d'années pour que des travaux conséquents

soient entrepris sur ces femmes, qui décapent enfin clichés et stéréotypes. Grâce à Marie Cérati¹, Paule-Marie Duhet², Olivier Blanc³, Benoîte Groult⁴, Dominique Godineau⁵ et Elisabeth Roudinesco⁶, Olympe, Théroigne, Claire et les autres ont retrouvé leur vérité et leur couleur d'origine. Est-ce faire du mauvais esprit que de noter au passage que leur réhabilitation est largement due à des historiennes et autres écrivains féministes ?

Tout cela est très bien, nous dira-t-on, mais il reste qu'elles n'ont jamais joué que les utilités sur la scène de la Révolution française qui s'est déroulée hors de leur influence. Cette vérité incontestable appelle deux interrogations : ont-elles été passives et indifférentes à leurs droits, ou bien furent-elles contraintes de se taire ? La Révolution s'est-elle faite sans elles ou contre elles ? Dans les deux cas, il faut mettre à jour l'idéologie dominante et se demander quelle image de la femme hantait les hommes de cette époque. Question intéressante qui en dit peut-être plus long sur eux que sur elles, et à laquelle les textes publiés offrent un début de réponse.

1. Marie Cérati, *Le club des Citoyennes républicaines révolutionnaires*. Editions Sociales, 1966.

2. Paule-Marie Duhet, *Les femmes et la Révolution*. Collection « Archives », Gallimard-Julliard, 1977.

3. Olivier Blanc, *Olympe de Gouges*. Syros, 1981.

4. Benoîte Groult, *Œuvres d'Olympe de Gouges*. Mercure de France, 1986.

5. Dominique Godineau, *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*. Alinéa, 1988.

6. Elisabeth Roudinesco, *Théroigne de Méricourt. Une femme mélancolique sous la Révolution*. Le Seuil, 1989.

Un débat philosophique

Qu'on ne s'y trompe pas, le débat qui va suivre n'est pas à armes égales. Les partisans de l'égalité des sexes, fussent-ils présidés par Condorcet, n'ont ni le poids ni le nombre de leurs adversaires. Les six textes qui explicitent leur pensée (n^{os} 1, 6, 8, 11, 15 et 17) n'ont guère eu d'influence. A peine critiqués ou seulement moqués. Leurs auteurs ont fait figure d'utopistes, par définition irresponsables, sans pour autant que leurs critiques émanent d'adversaires politiques. Le clivage des opinions ne recoupe pas l'opposition entre Girondins et Montagnards. Il y a des féministes et des misogynes dans les deux camps. Le conflit est bien philosophique, peut-être même psychologique, mais non politique. Tous se réclament des valeurs républicaines et sont d'ardents défenseurs des droits de l'homme. La seule question qui les divise est la suivante : la Déclaration des Droits de l'homme s'applique-t-elle à tous les êtres humains quel que soit leur sexe, leur religion et leur race, ou bien ne concerne-t-elle que les hommes, les mâles ? En émancipant les juifs, puis les Noirs, mais en refusant aux femmes le même privilège, la Révolution française a tranché le débat sans crainte de se contredire. Les femmes étaient des êtres humains exclus de l'humanité responsable, à l'égal des enfants et des fous.

La définition de l'humanité sert justement de point de départ aux écrits féministes de Condorcet (texte 1) et de Guyomar (texte 17). Pour ôter aux femmes l'exercice de leurs droits naturels, il faut

drait d'abord prouver qu'elles n'appartiennent pas au genre humain. Selon Condorcet, « les droits des hommes résultent uniquement de ce qu'ils sont des *êtres sensibles, susceptibles d'acquérir des idées morales et de raisonner sur ces idées*¹ ». Qui peut dénier que les femmes ont ces mêmes qualités ? Elles ont donc nécessairement des droits égaux à ceux de leurs compagnons. Et poussant l'avantage plus avant, Condorcet conclut : « Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote contre le droit de l'autre, quels que soient sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens². »

Pierre Guyomar part du même principe de la ressemblance des sexes pour inclure la femme dans le concept de l'humanité. L'Homme, dit-il, est l'équivalent du latin *homo* qui exprime les deux mots, l'homme et la femme. « Quelle est donc la prodigieuse différence entre l'homme et la femme ? Je n'en vois aucune dans les traits caractéristiques. Je veux dire l'âme pour ceux qui l'admettent, la raison et les passions pour les partisans de l'un ou de l'autre système. Il y a sans doute une différence, c'est celle des sexes... mais je ne conçois pas comment une différence sexuelle en mettrait une dans l'égalité des droits³. » Lui aussi prend soin d'enfermer ses adversaires dans leurs contradictions. De deux choses l'une, insiste-t-il, ou la nation est composée d'hommes et de femmes, ou elle ne l'est que d'hommes. Dans un cas, les hommes forment un corps contre l'esprit de la

1. Texte 1, p. 54 (souligné par nous).

2. *Idem*.

3. Texte 17, p. 143.

Déclaration¹ ; dans l'autre les femmes sont les ilotes de la République. « Choisissez, de bonne foi : la différence des sexes est-elle un titre mieux fondé que la couleur des nègres à l'esclavage² ? »

Le choix de Guyomar est le même que celui de Condorcet : chaque individu a le droit de concourir *personnellement* à la confection des lois communes et la moitié de la société n'a pas celui de priver l'autre moitié du droit imprescriptible d'émettre son avis. « Affranchissons-nous plutôt du préjugé de sexe, comme nous sommes dégagés du préjugé de la couleur des nègres³. »

Cet appel à la raison, au droit et à la justice ne pouvait suffire à convaincre le parti opposé. Condorcet le savait, lui qui avait déjà tenté par deux fois⁴ de plaider l'égalité des sexes. Si l'on voulait bien admettre le principe d'une humanité commune, on multipliait les objections que l'on prétendait déduire des infériorités multiples de la femme. Condorcet les avait recensées pour mieux les récuser. D'abord on soulevait l'argument physiologique : grossesses, période d'allaitement et indispositions mensuelles les rendaient incapables d'exercer leurs droits civiques. A quoi Condorcet répondait non sans humour que l'on n'avait jamais

1. « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » (troisième article).

2. Texte 17, p. 144.

3. *Idem.*, p. 145.

4. Cf. *Lettres d'un bourgeois de New Haven*, 1788, in *Œuvres complètes* de Condorcet, t. IX, p. 14 à 20. *Sur les Assemblées provinciales*, 1788, in *Œuvres...*, t. VIII, p. 140 à 142.

imaginé de priver de leurs droits les gens qui ont la goutte tous les hivers ou ceux qui s'enrhument aisément. En supposant que la boutade fût saisie, il restait encore à combattre sept objections contre l'égalité civique. Les femmes, disait-on, sont intellectuellement inférieures aux hommes. La preuve leur absence de génie. Elles ont des mesquineries et des petitesesses qui leur sont propres. Elles ne sont pas conduites par la raison, mais par leurs passions. Elles n'ont pas non plus le sens de la justice¹, car elles obéissent davantage au sentiment qu'à leur conscience morale. Et puis, comment leur accorder les droits civiques puisqu'elles dépendent entièrement de leur mari ? Et si on les laisse voter, ne vont-elles pas avoir une influence désastreuse sur les hommes ? Enfin le dernier argument invoqué, qui pesait peut-être plus lourd que tous les autres, était la peur que les femmes délaissent les devoirs « que la nature semble leur avoir réservés »². Si elles participaient à la vie publique, qui s'occuperait des enfants et tiendrait le foyer accueillant ?

Condorcet répondit à toutes ces objections avec une subtilité et un bon sens qui auraient dû désarmer les plus hostiles. Tout était dit, mais rien ne fut entendu. Preuve que la raison est parfois inopérante chez les hommes aussi. Guyomar et Lequinio tentèrent, de leur côté, d'en appeler au

1. C'est très exactement le propos que tiendra Freud en 1931 : « La femme, il faut bien l'avouer, ne possède pas à un haut degré le sens de la justice, ce qui doit tenir, sans doute, à la prédominance de l'envie dans son psychisme. » *Nouvelles conférences sur la psychanalyse*. Collection « Idées », Gallimard, 1971, p. 176.

2. Texte 1, p. 59.

Rares sont les hommes de la Révolution qui s'intéressèrent au sort des femmes. Et s'ils modifièrent de façon décisive leur statut juridique (mariage civil, divorce...), ils furent, à l'exception de quelques-uns — Condorcet, Guyomar, Romme, Lequinio —, beaucoup moins préoccupés de leurs droits civiques et des conditions de l'égalité des sexes. Ceux dont les textes sont réunis dans *Paroles d'hommes* se réclamaient de l'idéologie républicaine fondée sur la liberté et l'égalité des citoyens. Mais pour leur grande majorité, à la suite de Jean-Jacques Rousseau, la femme devait "... se borner au gouvernement domestique, ne point se mêler du dehors, se tenir enfermée chez elle." Et même, à lire Prudhomme, Amar, Chaumette et les autres, on voit bien à quel point proximité, similitude et confrontation des sexes leur faisaient horreur et suscitaient des réactions autoritaires, voire menaçantes.

1789-1945 : il faudra aux femmes attendre plus de cent cinquante ans pour devenir des citoyennes à part entière.

Ce dossier, édité par Elisabeth Badinter, montre les causes profondes, philosophiques aussi bien qu'événementielles, de cette longue glaciation dans l'évolution de nos mœurs et le rôle mal connu qu'y ont joué les révolutionnaires.



9 782867 441486

Maquette : J.-P. Reissner

ISBN : 2-86744-148-X
F-10148-89-4

65 F

Extrait de la publication